

# INTRODUCTION A L'ETUDE DU DROIT

## 1. INTRODUCTION

### L'HISTOIRE DU DROIT

- Généralement l'histoire relève tous les événements qui se sont succédé et qui ont marqué une civilisation ;
- L'histoire du droit est l'histoire des institutions juridiques ;
- L'histoire de droit permet de comparer :
  - Le droit actuellement en vigueur (Droit positif) ;
  - Le droit qui était appliqué autrefois.

### Exemple

Le droit marocain à l'époque du Protectorat et le droit marocain après l'avènement de l'indépendance.

### LE DROIT COMPARE

- La comparaison entre le droit positif et le droit ancien est une comparaison dans le temps ;
- Dans le cadre du droit comparé, la comparaison se fait dans l'espace. Elle consiste de confronter un droit actuel en vigueur aux autres droits qui sont pratiqués dans les autres pays.

### LA REGLE DE DROIT

La règle de droit est une règle de conduite : elle impose, interdit ou permet tel ou tel comportement.

### Exemples

- La loi pénale prescrit toute une série de règles de conduite (on ne doit pas tuer, voler ou détourner...) ;
- La loi civile trace des règles de conduite (le débiteur doit payer ses dettes, le propriétaire d'un immeuble doit assurer l'entretien...) ;

- La règle de droit apparaît comme un commandement qui peut, selon les cas, prendre la forme d'un ordre positif ou consister en une simple défense.

**N.B :** la règle de droit n'est pas la seule à prévoir des règles de conduite (la religion, la famille, la profession, la morale, la mode...).

## **LES CARACTERES ESSENTIELS DE LA REGLE DE DROIT**

La règle de droit présente deux caractères essentiels :

- C'est une règle obligatoire ;
- C'est une règle sanctionnée par l'autorité publique.

## **LA REGLE DE DROIT A UN CARACTERE OBLIGATOIRE**

- Toute règle de droit est obligatoire ;
- Le rôle de la loi ne consiste pas à faire des recommandations ou donner des conseils ;
- Dans cette force obligatoire, il existe certaines règles qui d'imposent de façon plus impérative que d'autres ;
- On distingue deux catégories de lois :
  - Les lois impératives ;
  - Les lois supplétives ou interprétatives.

### Les lois impératives ou d'ordre public

- Elles s'imposent de façon absolue à tous ;
- Les personnes et les tribunaux, ne peuvent écarter une règle impérative ;
- Exemple : toute atteinte à la vie d'autrui est incriminée par le Code pénal. C'est une règle impérative que les particuliers ne peuvent se dispenser d'appliquer.

### Les lois supplétives ou interprétatives

- Ces lois ne s'imposent pas de façon impérative : les particuliers peuvent les écarter ;
- Elles se proposent pour combler le silence éventuel d'un contrat ;
- Les lois supplétives sont assimilées à des lois interprétatives. Il s'agit d'interpréter la volonté des particuliers concernés par rapport de droit.

## **LA REGLE DE DROIT EST SANCTIONNEE PAR L'AUTORITE PUBLIQUE**

- La puissance publique est seule habilitée à faire respecter les règles de droit ;
- Il existe toute une série de sanctions qui sont destinées à assurer le règne du droit (les sanctions disciplinaires, les sanctions civiles, les sanctions pénales).

## **2. LES SOURCES DU DROIT**

### **QUESTIONS**

- D'où viennent les règles de droit ?
- A qui revient l'exclusivité de leur élaboration ?

### **REPONSES**

- La loi qui reflète l'expression de la volonté des citoyens et résulte de l'exercice du pouvoir législatif attribué au Parlement ;
- Les règlements, qui désignent les textes de droit émanant du pouvoir exécutif, le Gouvernement ;
- Des sources qui doivent coexister avec la loi et règlements (coutume et droit musulman) ;
- D'autres sources s'imposent dans l'organisation des rapports sociaux (la jurisprudence et la doctrine).

### **A. LES SOURCES HISTORIQUES**

Les sources historiques ou traditionnelles de droit marocain sont :

- La coutume et l'usage ;
- Le droit musulman.

#### **1. LA COUTUME ET L'USAGE**

- La coutume est une règle de droit découlant d'une pratique ancienne, d'un usage suivie dans une situation donnée ;
- Les règles coutumières ne sont pas élaborées par le parlement ou le Gouvernement ;
- Les personnes concernées sont tenues de suivre cette habitude ;
- La règle coutumière se répète de façon orale (un droit non écrit) ;

- Le champ d'application des règles coutumières est en régression en faveur des textes écrits ;
- La coutume continue à constituer une importante source de droit marocain.

**CONCLUSION** : la coutume est une règle non écrite découlant d'un usage répété et ayant une force de loi.

## **2. LES SOURCES SECULAIRES**

- Les sources séculaires constituent une véritable source de droit marocain ;
- Le droit musulman était une véritable source de droit au Maroc, il continuait de l'être même sur le droit d'inspiration étrangère (Code de la famille) ;
- L'article 6 de la Constitution marocaine révisée du 7 octobre 1996 dispose que : « L'Islam est la religion de l'état qui garantit à tous le libre exercice des cultes » ;
- Le droit musulman en vigueur au Maroc réside au niveau du Code de statut personnel promulgué sous le titre de la Moudawana. Abrogé par la loi n° 70-03 du 3 février 2004 relative au Code de la famille ;
- Le Code de la famille a maintenu les principes de base du droit musulman (structures de la famille, de la succession, tutelle, etc...).

## **B. LES SOURCES MODERNES**

- Depuis 1956, date de l'indépendance, la fonction législative est exercée souverainement par le Roi ;
- La fonction législative est exprimée par des dahirs qui portent son sceau et sont applicables sur tout le territoire de l'État ;
- La Constitution de 1972, a introduit une diversification dans l'activité normative de l'État (différentes autorités sont associées à cette œuvre).

### **1. LA LOI**

- La loi est l'expression suprême de la volonté de la nation. Tous sont tenus de s'y soumettre. La loi ne peut avoir d'effet rétroactif (article 4 de la Constitution révisée de 1996) ;

- La loi ne peut fléchir que devant la Constitution et les Traités internationaux paraphés par le Maroc.

#### **a. Classification**

- Il appartient au Parlement de faire la loi (séparation des pouvoirs) ;
- La Constitution révisée de 1996 a conféré au Gouvernement (l'exécutif) le pouvoir d'édicter des règlements ;
- Le Parlement peut déléguer au Gouvernement une partie de son pouvoir.

#### La loi parlementaire

- Loi au sens strict ;
- L'article 36 de la Constitution révisée de 1996 dispose que : « la souveraineté nationale est exercée par les représentants du peuple élus au Parlement ».

#### La loi ordinaire

- Voté en termes identiques par la Chambre des Représentants et la Chambre des Conseillers, qui forment le Parlement ;
- L'initiative des lois appartient au Premier ministre (projet de loi) et aux membres du Parlement (proposition de loi) ;
- Les projets de lois sont déposés sur le bureau d'une des deux chambres (article 52 de la Constitution révisée de 1996) ;
- Les projets et propositions de lois sont envoyés pour examen devant des commissions dont l'activité se poursuit entre les sessions (article 54 de la Constitution révisée de 1996) ;
- Les projets et propositions de lois sont examinés successivement par les deux chambres du Parlement pour parvenir à l'adoption d'un texte identique ;
- Lorsqu'un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque chambre, ou si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chaque chambre, le Gouvernement peut provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion. Le texte élaboré peut être soumis pour adoption par le Gouvernement aux deux chambres. Aucun

amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement (article 58 de la Constitution révisée de 1996) ;

- Le Roi peut demander aux Chambres de procéder à une nouvelle lecture de tout projet ou proposition de loi (article 67 de la Constitution révisée de 1996) ;
- La lecture ne peut être refusée (article 68 de la Constitution révisée de 1996) ;
- Si le texte de loi n'est pas adopté ou rejeté par chacune des deux chambres à la majorité des 2/3 des membres, le Roi peut le soumettre par dahir au référendum (article 69 de la Constitution révisée de 1996) ;
  - Les résultats du référendum s'imposent à tous (article 70 de la Constitution révisée de 1996) ;
  - La loi, une fois votée par le Parlement ou approuvée par référendum, est promulguée ;
  - La promulgation est l'ordre donné par le Roi d'exécuter la loi ;
  - La loi promulguée ne devient exécutoire qu'après publicité permettant aux citoyens d'en avoir connaissance ;
  - La durée d'application d'une loi s'étend du jour où elle est entrée en vigueur, jusqu'au jour de son abrogation ;
  - L'abrogation est la décision par laquelle le législateur met fin à l'existence d'une loi antérieure ou la remplace par une loi nouvelle.

#### La loi organique

Elle fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement des pouvoirs publics ;

- Elle est votée et modifiée dans les mêmes conditions que la loi ordinaire ;
- Elle ne peut être promulguée qu'après que le Conseil Constitutionnel se soit prononcé sur sa conformité à la Constitution.

#### La loi-cadre

- Concerne les objectifs fondamentaux de l'action économique, sociale et culturelle de l'État.

### La loi d'habilitation

- Autorise le Gouvernement, pendant un délai limité et en vue d'un objectif déterminé, à prendre par décret des mesures qui sont du domaine de la loi.

### Le Code

- Rassemble toutes les dispositions relatives à une même matière ;
- Il facilite la consultation ;
- Le Maroc est doté de quelques Codes :
  - Code des Obligations et Contrats (DOC) ;
  - Code de Commerce ;
  - Code Pénal (CP) ;
  - Code de la Procédure Civile (CPC) ;
  - Code de la Procédure Pénale (CPP) ;
  - Code de la Famille (CF) ;
  - Code du Travail (CT) ;

### **b. Domaine**

Le domaine de la loi parlementaire est limité par l'article 46 de la Constitution révisée de 1996 qui dispose : « Sont du domaine de la loi, outre les matières qui lui sont expressément dévolues par d'autres articles de la Constitution :

- Les droits individuels et collectifs énumérés au titre premier de la présente Constitution ;
- La détermination des infractions et des peines qui leur sont applicables, la procédure pénale, la procédure civile et la création de nouvelles catégories de juridictions ;
- Le statut des magistrats ;
- Le statut général de la fonction publique ;
- Les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires ;
- Le régime électoral des assemblées et conseils des collectivités locales ;
- Le régime des obligations civiles et commerciales ;
- La création des établissements publics ;

- La nationalisation d'entreprises et les transferts d'entreprises du secteur public au secteur privé ».

## **2. LES REGLEMENTS**

- Textes édictant des règles de droit, émanant du pouvoir exécutif et des autorités administratives ;
- L'article 47 de la Constitution révisée de 1996 dispose : « les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi appartiennent au domaine réglementaire » ;
- L'exercice du pouvoir réglementaire incombe au Premier ministre sauf dans les matières dévolues à la compétence exclusive du Roi.

### **a. Les dahirs**

- Actes réglementaires émanant du Roi, par lesquels il exerce les pouvoirs qui lui sont réservés ;
- Actes réglementaires émanant du premier ministre, contresignés par les ministres chargés de leur exécution (article 63 de la Constitution révisée de 1996).

### **b. Les arrêtés**

Subordonnés aux décrets, et hiérarchisés en fonction du rang de l'autorité qui l'édicte :

- Arrêtés ministériels : œuvre d'un ou plusieurs ministres ;
- Arrêtés des autorités centrales ou élues : pris par les Gouverneurs, les Présidents des Conseils régional ou communales, les Pachas, etc...

### **c. Domaine des règlements**

L'article 47 de la Constitution révisée de 1996 dispose que : « les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi appartiennent au domaine réglementaire ».

## **3. LES TRAITES INTERNATIONALES**

- Conclus entre États souverains ;
- Appelés aussi convention, pacte, charte ;
- Ils déterminent les règles applicables dans les rapports entre États (traité de coopération militaire) ;



- Ils déterminent les règles applicables dans les relations entre personnes privées (régime du transport international par mer ou par air).

## **b. Classification**

- Traités bilatéraux : conclus entre deux Etats, souvent relatifs au commerce, à la fiscalité, aux douanes, etc... ;
- Traités multilatéraux : conclus par plus de deux États, l'objet est souvent économique ou politique ;
- Traités portant loi uniforme : unification des règles applicables à une question donnée dans les relations internes, que dans les relations internationales ;
- Traités portant unification internationale : unification des règles applicables à une question dans les relations internationales.

## **c. Régime**

- Entrée en vigueur :
  - Négociation par les représentants des États et signature ;
  - Ratification par le Parlement ;
  - Publication au B.O.
- Application :
  - Supériorité du traité ;
  - Interprétation du traité par les tribunaux des clauses obscures.

## **C. LES AUTRES SOURCES DE DROIT**

- La doctrine ;
- La jurisprudence.

### **1. LA DOCTRINE**

- Opinions émises par les juristes (professeurs de droit, avocats) ;
- Élaborée par des universitaires des magistrats, des praticiens, avocats et notaires ;
- La doctrine n'est pas une source directe de droit.

## **2. LA JURISPRUDENCE**

Ensemble des décisions rendues par des juridictions (tribunaux) sur des questions d'ordre juridique.

### **a. Rôle de la jurisprudence**

- Interprète la loi ;
- Complète la loi ;
- Adapte les conceptions rigides de la loi.

### **b. Les fonctions de la jurisprudence**

- La fonction d'interprétation est la plus évidente ;
- La fonction de suppléance de la loi : le déni de justice (le juge qui refuse de statuer) ;
- La fonction d'adaptation de la loi (le juge adapte la loi selon les besoins de la société).

## **3. LES PERSONNES DE DROIT**

- Les personnes humaines, sont désignées par les termes : personnes physiques ;
- Les personnes morales sont des groupements dotés d'une personnalité juridique : Etat, collectivités locales, établissements publics, sociétés, associations, syndicats...
- Seules les personnes physiques et les personnes morales ont l'aptitude à être personnes de droit.

### **A. LES PERSONNES PHYSIQUES**

- Sont des humains ;
- La personne physique est un être social ;
- La personne physique est une personne juridique ;
- Seuls les êtres humains sont dotés de la personnalité juridique (les animaux sont dépourvus) ;
- Tous les êtres humains ont droit à la personnalité juridique (condamnation de l'esclavage).

## **1. LA VIE HUMAINE**

L'existence de la personne physique – marocaine ou étrangère – dotée de la personnalité juridique, consiste que cette personne soit en vie.

## **2. L'EXISTENCE D'UNE PERSONNE PHYSIQUE**

### **a. L'absence**

- Le fait de ne pas être présent en un lieu dans lequel on devait ou on pouvait se trouver à un moment donné ;
- L'absence d'une personne juridique en matière juridique c'est le fait qu'on ne sache pas ce qu'elle est devenue (personne vivante ou morte).

### **b. La disparition**

- Le corps n'a pu être retrouvé ;
- Circonstances de nature à mettre en danger la vie de l'intéressé ;
- Le décès est certain, mais le corps n'a pu être retrouvé ;
- Le décès peut être déclaré judiciairement, à la requête du parquet ou de tout intéressé, par le tribunal.

## **3. L'IDENTIFICATION DES PERSONNES PHYSIQUES**

L'identification des personnes physiques s'opère de quatre manières :

- La nationalité ;
- Le nom ;
- Le domicile ;
- L'état civil.

### **a. La nationalité**

L'appartenance juridique et politique d'une personne à la population constitutive d'un État.

### **b. Le nom**

- Est l'appellation par laquelle on désigne une personne ;
- Est un ensemble qui se compose de plusieurs éléments.

#### Le nom patronymique

- Est l'appellation par laquelle on désigne tous membres d'une même famille ;

- Il s'acquiert par la filiation et par une décision de l'autorité administrative ou judiciaire ;
- L'enfant prend, dans la filiation légitime, le nom de son père ;
- La femme, dans les civilisations occidentales, acquiert par le mariage le droit d'utiliser le nom de son mari.

#### Les prénoms

- Ils sont choisis par le déclarant ;
- Les prénoms ne peuvent être changés, sauf intérêt légitime, constaté par le tribunal.

#### **c. Le domicile**

- Le mot domicile est employé comme synonyme de résidence ou de demeure ;
- La notion juridique est différente de celle de résidence ;
- Le domicile est le siège légal d'une personne, le lieu où elle est située en droit ;
- La résidence est le lieu où il vit de façon habituelle ;
- La demeure ou l'habitation sont des emplacements où elle se trouve momentanément.

#### Le domicile réel

- Est l'habitation habituelle (critère familial) ;
- Est le centre des affaires et des intérêts (critère professionnel).

#### Le domicile légal

- Il a un caractère fictif ;
- Il est fixé par le législateur ;
- Exemple : le domicile de l'incapable est au lieu de domicile de son tuteur

#### Le domicile élu

- Il a un caractère fictif ;
- Il est choisi par les parties pour l'exécution d'un acte déterminé ;
- Il est volontaire, facultatif et librement déterminé par les parties.

#### **d. L'état civil**

- Le législateur a omis de définir l'état civil ;

- L'état civil est le moyen qui détermine les droits et obligations familiales de l'individu, de sa naissance à son décès.

#### **4. LA PERSONNALITE JURIDIQUE**

- Fondé sur la nature, la raison ou la volonté ;
- L'homme devient propriétaire, créancier ; mais, par l'effet du même processus, devient débiteur.

##### **a. L'apparition de la personnalité juridique**

- Naître vivant ;
- Le mort-né n'a jamais vécu d'une vie propre ; il n'a pas la personnalité juridique (déjà mort dans le sein de sa mère ou pendant l'accouchement).

##### **b. La disparition de la personnalité juridique**

- a. Elle cesse avec la mort ;
- b. la volonté d'une personne puisse produire des conséquences après sa mort (testament).

#### **5. LA CAPACITE JURIDIQUE**

- La faculté d'une personne à être apte d'assumer des droits et de les exercer ;
- Assumer des obligations et de les exécuter.

##### **a. La capacité de jouissance**

- La faculté d'une personne de jouir des droits légaux ;
- Toute personnalité juridique dispose de cette capacité juridique de jouissance depuis sa naissance.

##### **b. La capacité d'exercer**

- La faculté d'une personne d'exercer des droits et d'assumer des obligations ;
- La capacité d'exercer représente une condition obligatoire pour contracter.

#### **6. LA REPRESENTATION LEGALE**

- Mécanisme mis en place par le législateur pour protéger les mineurs ;
- Le mineur agit par l'intermédiaire de son représentant ;

- Le représentant peut être le père que la loi considère comme administrateur légal des biens de ses enfants ;
- Il peut être la mère qui a acquiert cette qualité après le décès du père ;
- Le représentant peut être toutes personnes désignées par voie testamentaire par le père ou la mère ;
- Il peut être toutes personne désignée par le juge chargé des mineurs ;
- Les pouvoirs du représentant légal sont réglementés par la loi.

#### **a. Le tuteur légal**

- Fonction exercée par le père de son vivant et elle est dévolue à la mère après le décès du père ;
- Le tuteur légal peut exercer tous les actes de sans avoir recours au juge des mineurs.

#### **b. Le tuteur testamentaire et datif**

Ces représentants ne peuvent exercer aucun acte sans l'autorisation préalable du juge chargé des mineurs.

### **7. LES REGIMES MATRIMONIAUX**

- L'ensemble des règles cohérentes qui régissent le mariage du point de vue juridique et pécuniaire ;
- Il existe deux types de régimes matrimoniaux :
  - Les régimes communautaires (l'ensemble du patrimoine du couple est indissociable) ;
  - Les régimes séparatistes (chaque conjoint est libre de la gestion de sa fortune).

### **B. LES PERSONNES MORALES**

## **L'APPLICATION DE LA LOI**

### **A. L'APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS**

#### **1. LE PRINCIPE DE LA NON RETROACTIVITE DES LOIS NOUVELLES**

- La non rétroactivité des lois nouvelles est un principe fondamental ;
- Ce principe se trouve dans tous les systèmes juridiques modernes ;
- Son objet est d'assurer la justice et la sécurité juridique des citoyens ;
- Ce principe gouverne aussi le système juridique marocain, et trouve ses origines dans la révolution française de 1789.
- L'importance de ce principe apparaît au moment de l'abrogation d'une loi et l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi ;
- Deux questions se posent :
  - Quand la nouvelle loi commence à produire ses effets ?
  - Quand l'ancienne loi cesse d'être applicable ?

#### **a. Le principe**

- Le droit marocain énonce ce principe dans le texte de la constitution ;
- L'article 4 de la Constitution révisée de 1996 prévoit que « La loi ne peut avoir d'effet rétroactif » ;
- Le principe de la non rétroactivité des lois est un principe absolu et doit s'imposer à tous les organes de l'État ;
- Le principe de non rétroactivité des lois nouvelles, doit être respecté par le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire.

#### **b. Les exceptions**

- Malgré le caractère absolu du principe de non rétroactivité (article 4 de la Constitution), il connaît certaines exceptions en matière pénale ;
- Le juge pénal est tenu d'appliquer les mesures de sûreté de la loi pénale en vigueur au moment de l'infraction (article 8 du Code pénal) ;
- L'article 6 du Code pénal dispose que : « lorsque plusieurs lois en ont été en vigueur entre le moment où l'infraction a été commise et le jugement définitif, la loi, dont les dispositions sont les moins rigoureuses, doit recevoir application » ;

- L'objet de l'article 6 du Code pénal est de faire bénéficier les délinquants de la clémence des nouvelles lois et l'alignement sur les droits de l'homme ;
- Exception prise à l'occasion de l'affaire des huiles nocives, qui a coûté la vie à des citoyens marocains (dahir du 29 octobre 1959).

## **2. LE PRINCIPE DE L'EFFET IMMEDIAT DES LOIS NOUVELLES**

- Le principe de l'effet immédiat signifie que la nouvelle loi s'applique à toutes les situations juridiques nées après sa promulgation, et celles qui seront après son entrée en vigueur ;
- En entend par situations juridiques les faits et relations dont l'organisation relève de la volonté des parties.

## **B. L'APPLICATION DE LA LOI DANS L'ESPACE**

- Quelle loi doit être appliquée à toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire marocain sans faire la distinction entre les citoyens et les étrangers ?
- Doit-on limiter l'application de la loi uniquement aux citoyens à l'exception des étrangers ?
- Doit-on appliquer la loi uniquement dans les limites territoriales du Maroc ?
- La loi marocaine doit-elle s'appliquer même en dehors du Maroc ?

## **1. LE PRINCIPE DE LA TERRITORIALITE DES LOIS**

- Il est fondé sur l'idée que la loi s'applique à tous les résidents du pays sans aucune distinction entre les nationaux et les étrangers ;
- Il est fondé sur le fait que la loi doit s'appliquer dans les limites territoriales du pays ;
- Le principe de la territorialité signifie que la loi s'applique à toutes les activités qui s'exercent dans le pays et à toutes les personnes qui se trouvent dans les limites territoriales de ce pays ;
- Conclusion :
  - Toute personne qui commet une infraction dans un État déterminé sera jugée conformément au droit pénal de ce pays ;



- Tout contrat conclu dans un pays déterminé se verra appliqué le droit civil ou commercial de ce pays et ce quelque soit la nationalité des parties contractantes.

## **2. LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITE DES LOIS**

- L'État exerce sa souveraineté sur tous les personnes qui portent sa nationalité ;
- La loi d'un État s'applique à ses ressortissants à l'étranger ;
- La loi de l'État s'applique à ses citoyens quelque soit leur lieu de situation, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ;
- En revanche, l'État ne doit pas appliquer sa loi aux étrangers même s'ils se trouvent dans son territoire.

## **C. LA CONSTATATION DE LA VIOLATION DE LA LOI**

### **1. LE PARQUET ET LA POLICE JUDICIAIRE**

- Le parquet général ou ministère public est une institution composée de magistrats nommés par dahir dans les mêmes conditions que les magistrats qui jugent ;
- Le parquet a pour mission de défendre les intérêts généraux de la société ;
- Les agents de la police judiciaire appartiennent à plusieurs services, certains font parties du cours de la magistrature, d'autre à la direction de la défense nationale, au ministère du transport et au ministère du travail...etc. ;

### **2. LES CATEGORIES D'AGENT DE LA POLICE JUDICIAIRE**

#### **a. Les officiers supérieurs de la police judiciaire :**

- Le procureur général du roi ;
- Le procureur du roi et ses substituts ;
- Le juge d'instruction.
- La qualité d'officier supérieur de la police judiciaire n'est pas reconnue au procureur général du Roi et aux avocats généraux auprès de la Cour suprême.

#### **b. Les officiers de la police judiciaire**

- Le directeur de la sûreté nationale, les préfets de police, les contrôleurs généraux, les commissaires de police et les officiers ;
- Les officiers de la gendarmerie royale et des gradés ;

- Les pachas et les caïds ;
- Les officiers adjoint de la police et les inspecteurs de la sûreté nationale.

### **3. LES ATTRIBUTS DE LA POLICE JUDICIAIRE**

La police judiciaire se charge du contrôle et de la vérification des faits qui ont conduit à la commission de l'infraction, de la constitution de preuve et la recherche des responsables de l'infraction.

### **4. LA POLICE ADMINISTRATIVE**

- Le Wali et le Gouverneur ;
- Les chefs de cercle ;
- Les chefs de circonscription ;
- Le président de la commune.

#### **a. Les Walis et Gouverneurs**

- Les walis et les Gouverneurs sont les représentants du pouvoir exécutif dans les régions, les provinces et les préfectures ;
- Ils veillent à l'application des lois et des règlements ;
- Ils sont chargés du maintien de l'ordre ;
- Ils dirigent, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, les autorités des chefs de cercle et des chefs de circonscription urbaine et rurale ;
- Ils assurent le contrôle des collectivités locales dans les limites de leur compétence.

#### **b. Les Chefs de cercle**

- Les chefs de cercle sont les représentants du pouvoir exécutif dans leur ressort territorial ;
- Ils assurent sous la direction du Gouverneur l'exécution des lois et règlements, le maintien de l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique ;
- Ils animent et contrôlent, sous l'autorité du Gouverneur, les activités des chefs de circonscription comprises dans les limites du cercle.

#### **c. Les Chefs de circonscription**

- Les pachas et caïds sont les représentants du pouvoir exécutif dans leur circonscription urbaine et rurale ;
- Ils exercent le pouvoir de police.

#### **d. Le Président de la commune**

- Les présidents exercent sous le contrôle de l'administration, leurs pouvoirs et par des mesures individuelles :
  - Injonctions ;
  - Défenses ;
  - Autorisations.

### **B. LA SANCTION DU NON RESPECT DE LA LOI**

- Seul l'autorité judiciaire est habilitée à sanctionner le non respect de la loi ;
- Toute personne qui prétend ou veut faire prévaloir un droit, doit recourir au pouvoir judiciaire ;
- La sanction du non respect de la loi relève du pouvoir de la magistrature assise ;
- Les juges disposent d'un pouvoir très large d'appréciation et d'interprétation.

## **LES RAPPORTS DE DROIT**

- Les actes juridiques et les faits juridiques créent des rapports de droit entre les personnes de droit ;
- Les actes juridiques et les faits juridiques créent des droits et des obligations ;

### **A. LES ACTES JURIDIQUES**

- Celui qui se marie, qui signe un chèque ou loue un appartement, exprime sa volonté pour obtenir un résultat ;
- Ces manifestations de volonté constituent des actes juridiques ;
- Tous les actes juridiques ne créent pas d'obligation (l'exercice de droit de vote est un acte juridique volontaire, mais il ne fait supporter à son auteur, l'électeur, aucune obligation) ;

- Les actes juridiques qui nous intéressent sont ceux qui génèrent des obligations et des droits ;
- L'acte juridique est qualifié de « convention » ou « contrat ».

## **1. LE CONTRAT**

### La formation du contrat

- La formation du contrat est dominée par le principe de l'autonomie de la volonté ;
- L'autonomie de la volonté signifie que chacun est libre de s'engager, par contrat, selon sa guise et sa volonté.

### Les conditions de formation et de validation du contrat

- une déclaration valable du contrat ;
- Une capacité de s'obliger ;
- Un objet certain ;
- Une cause licite.

#### **a. Le consentement**

- Pour que deux volontés exprimées soient créatrices d'un contrat, elles doivent révéler un consentement réciproque des parties à s'engager ;
- Le consentement doit remplir deux conditions :
  - Le consentement doit exister ;
  - Le consentement doit être libre.

### L'existence du consentement

- La volonté interne de l'une des parties n'est pas prise en considération ;
- Le consentement peut être manifesté sans débat préalable (contrat dont le contenu ne se discute pas par les parties : contrat d'assurance) ;
- Le consentement peut être donné par n'importe quelle manière.

### La manifestation de la volonté

- L'offre : c'est une proposition de contracter (invitation à conclure un contrat), elle peut être expresse (prix indiqué sur une marchandise par le vendeur) ou tacite (locataire qui ne libère pas un appartement alors que le contrat de bail est arrivé à terme) ;

- L'acceptation : elle fixe l'accord des parties (le bénéficiaire d'une offre en accepte les termes).

#### Les vices de consentements

- L'erreur : le fait de considérer vrai ce qui est faux et inversement ;
- Le dol : manœuvre frauduleuse visant à tromper une personne pour l'inciter à conclure un contrat ;
- La violence : pression physique ou morale exercée sans permission de la loi sur la volonté du cocontractant ;
- La maladie et les cas analogues : toute manifestation de volonté donnée sous l'effet de la maladie est considérée caduque et viciée.

#### La capacité

- Toute personne qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale, fixée à 18 ans par le Code de la famille, est considérée incapable ;
- L'incapacité d'exercice frappe également certains majeurs soit en raison de la démence soit en raison de leur tendance à dilapider leur fortune.

#### L'objet

- L'objet doit être déterminé : tous les éléments essentiels sont précisés lors de la formation du contrat ;
- L'objet doit être possible : le contrat est nul si l'objet est impossible au moment de l'échange de consentement ;
- L'objet doit être licite : choses circulant dans les marchés.

#### La cause

Le motif pour lequel on contracte (acheter une maison pour y habiter).

### **b. Classification des contrats**

#### Contrat synallagmatique et contrat unilatéral

- *Contrat synallagmatique* : les obligations sont réciproques et à la charge de chacune des parties au contrat (le vendeur doit livrer le bien et l'acheteur doit payer le prix) ;
- *Contrat unilatéral* : signé par deux personnes, mais qui ne créent d'obligations qu'à la charge d'une des parties signataires du contrat.

## Contrat a titre onéreux et contrat a titre gratuit

- *Contrat a titre onéreux* : lorsque chacune des parties reçoit un avantage (la vente, la location) ;
- *Contrat a titre gratuit* : lorsque l'une des parties accepte de donner un avantage sans recevoir de contre partie (prêt sans intérêts, la donation).

## **2. EXEMPLES DE CONTRATS**

- Le contrat de vente ;
- Le contrat de bail.

## **B. LES FAITS JURIDIQUES**

- Le fait juridique est un agissement volontaire ou involontaire, qui crée des obligations non recherchées par son auteur ;
- Celui qui, intentionnellement ou par simple maladresse, cause un dommage à autrui est tenu à le réparer ;
- Les faits juridiques créateurs d'obligations se regroupent en deux catégories :
  - Les délits ;
  - Les quasi-délits.

### **1. LES DELITS**

- Faits causant intentionnellement un dommage à autrui ;
- Il engage la responsabilité civile de son auteur ;
- Il fait naître un droit à réparation.

### **2. LES QUASI-DELITS**

- Faits causant non intentionnellement un dommage à autrui ;
- Le fait dommageable résulte d'une simple négligence ou d'une faute d'imprudence.

## **C. LES CONSEQUENCES DES ACTES ET FAITS JURIDIQUES**

La responsabilité civile, est l'obligation de réparer le dommage que l'on a causé à autrui.

### **1. LA RESPONSABILITE CIVILE CONTRACTUELLE**

- Le cocontractant qui n'exécute pas le contrat engage sa responsabilité contractuelle ;

- Il est tenu de réparer le dommage causé par l'inexécution du contrat ;
- La mise en jeu de la responsabilité contractuelle suppose : l'inexécution du contrat, un dommage qui en résulte pour le cocontractant.

## **2. LA RESPONSABILITE CIVILE DELICTUELLE**

- L'obligation de répondre de ses actes ;
- Elle peut être extra juridique (morale) ou juridique (obligation d'en répondre devant la justice).

### **a. Les conditions de la responsabilité**

#### Le dommage ou préjudice

Pour que la responsabilité soit engagée, il faut que la victime souffre d'un préjudice.

#### Dommage matériel

Dommage causé aux biens et plus généralement au patrimoine de la victime.

#### Dommage corporel

Dommage portant atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

#### Dommage moral

- Préjudice découlant d'une atteinte à l'honneur ou à la vie privée ;
- Préjudice d'affection (chagrin causé par le décès).

### **b. Le domaine de la responsabilité pour faute**

#### La responsabilité du fait personnel

Toute personne qui cause un préjudice à autrui est tenue d'indemniser la victime.

#### La responsabilité du fait d'autrui

- *Responsabilité des parents* : le père et la mère après le décès du mari son responsable du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux et non émancipés ;
- *Responsabilité des artisans* : l'artisan est responsable du préjudice causé par ses apprentis, même majeurs, pendant qu'ils sont sous sa responsabilité.

- *Responsabilité des maîtres et commettants* : les patrons et employeurs, sont tenus d'indemniser la victime d'un préjudice causé par leurs domestiques ou proposés.

#### La responsabilité du fait des choses

- *Responsabilité du fait des animaux* : cette responsabilité est fondée sur une présomption de défaut de surveillance ;
- *Responsabilité du fait des bâtiments* : le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle résulte d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction.



# **LES BIENS**

## **DEFINITIONS**

Le terme « bien » désigne :

- Des choses matérielles qui servent à l'usage de l'homme ;
- Des droits ayant une valeur pécuniaire, qui portent sur des choses.

## **A. CLASSIFICATION DES BIENS**

- Biens corporels et biens incorporels ;
- Biens ou choses dans le commerce ou hors du commerce ;
- Biens consommables et biens non consommables ;
- Biens fongibles et biens non fongibles ;
- Biens meubles et biens immeubles.

### **1. BIENS CORPORELS ET BIENS INCORPORELS**

#### **a. Les biens corporels**

- Tous biens matériels ;
- Ils ont une existence réelle et physique ;
- Exemple : immeuble.

#### **b. Les biens incorporels**

- Sont des biens qui n'ont pas d'existence physique ;
- Ils ont une grande importance, en raison de leur valeur économique ;
- Exemples : la propriété littéraire et artistique, les fonds de commerce.

### **2. LES BIENS DANS LE COMMERCE OU HORS DU COMMERCE**

#### **a. Les biens dans le commerce**

- Tous les biens transmissibles par la vente, la donation ou la location.

#### **b. Les biens hors du commerce**

- Sont des biens dont la transmission est illicite et interdite (organes humains).

### **3. BIENS CONSOMPTIBLES ET BIENS NON CONSOMPTIBLES**

#### **a. Les biens consommables**

- Sont des choses qui se consomment ou se détruisent par le premier usage.

#### **b. Les biens non consommables**

- Sont des biens plus durables qui peuvent faire l'objet d'usages répétés et prolongés sans être détruits.

### **4. BIENS FONGIBLES ET BIENS NON FONGIBLES**

#### **a. Les biens fongibles**

- Des choses qui peuvent être mises à la place les uns des autres ;
- Exemples : billets de banques, céréales.

#### **b. Les biens non fongibles**

- Sont des choses interchangeables, ils sont uniques
- Exemple : tableau de maître.

### **5. BIENS MEUBLES ET BIENS IMMEUBLES**

#### **a. Les biens immeubles**

- Par nature : biens corporels qui en raison de leur lien avec le sol, ne peuvent être déplacés ;
- Par destination : biens mobiliers considérés fictivement comme des immeubles en raison de leurs liens qui les unissent à un immeuble par nature dont ils sont l'accessoire ;
- Par l'objet : sont des droits incorporels qui portent sur un immeuble.

#### **b. Biens meubles**

- Biens susceptibles d'être déplacés d'un endroit à un autre ;
- Meubles par nature : biens corporels (machine, voiture...) ;
- Meubles par détermination de la loi : biens incorporels (actions, droits...) ;
- Meubles par anticipation : biens immeubles par nature, considérés comme des meubles en raison de leur destination future (récolte

sur pied est un immeuble au jour de la vente, mais elle est considérée comme meuble à la cueillette).

## **B. LES DROITS PATRIMONIAUX ET LES DROITS EXTRA-PATRIMONIAUX**

### **1. LES DROITS PATRIMONIAUX**

- Sont des droits qui ont une valeur pécuniaire ;
- Ils peuvent être évalués en argent ;
- Ils ont une valeur d'échange, cessibles à un nouveau titulaire, transmissibles aux héritiers et saisissables par les créanciers ;
- Ces droits se divisent en :
  - Droits réels ;
  - Droits personnels.

#### **a. Les droits réels**

- Est un droit qui se porte sur une chose et qui confère à son titulaire un nombre de pouvoirs ;
- Est un droit absolu, opposable à tous (habilité d'agir en justice contre toute personne) ;
- Les droits réels sont énumérés par le législateur comme suit :
  - Les droits réels principaux ;
  - Les droits réels accessoires.

#### **b. Les droits personnels**

- Un droit personnel appelé aussi droit de créance, lie deux personnes, en permettant à l'une appelée créancier, d'exiger de l'autre appelée débiteur, l'exécution d'une prestation (remboursement d'un prêt, livraison d'une marchandise).

### **2. LES DROITS EXTRA-PATRIMONIAUX**

- Ne sont pas évaluer en argent ;
- Ils n'ont pas un caractère pécuniaire ;
- Exemples : droits politiques du citoyen, liberté d'association ;
- Les droits extrapatrimoniaux ne peuvent être ni cédés, ni échangés, ils ne peuvent pas être saisis par les créanciers.

## **LE COMMERÇANT**

## **DEFINITIONS**

- Objective
  - Le commerçant est celui qui accomplit les activités et les actes énumérés par la loi.
- subjective
  - La qualité de commerçant se fonde essentiellement sur la profession et sur la qualité de l'auteur qui accomplit l'activité ou l'acte de commerce.

### **A. LA DETERMINATION DE LA QUALITE DE COMMERÇANT**

- La définition du commerçant est l'œuvre du législateur ;
- Elle est aussi le fruit de la pratique commerciale ;
- En définitive c'est la combinaison entre la loi et la pratique.

### **B. LA DETERMINATION DES ACTIVITES DE COMMERCE**

- L'analyse des articles 4 et 6 à 11 de la loi n° 15-95 formant Code de commerce promulguée par le dahir n° 1.96.83 du 15 Rabi I 1417 (1er août 1996) nous permet de distinguer trois catégories d'activités et d'actes de commerce :
  - Les activités et les actes de commerce par nature ou par leur objet ;
  - Les activités et les actes de commerce par la forme ou par détermination de la loi ;
  - Les actes de commerce par accessoire.

#### **1. LES ACTIVITES ET LES ACTES DE COMMERCE PAR NATURE**

- Ces actes représentent l'activité commerciale ;
- Ils doivent être définies sans faire intervenir la qualité de leur auteur ;
- La liste de ces actes est donnée par les articles 6 et 7 du Code de commerce ;
- Selon l'article 6, la qualité de commerçant s'acquiert par l'exercice habituel ou professionnel de 18 activités qu'il énumère ;
- L'article 7, ajoute deux autres catégories d'activités ;
- Les articles 6 et 7 du Code de commerce ne groupe pas forcément toutes les activités et tous les actes de commerce existants ;

- L'article 8 prévoit que la qualité de commerçant s'acquiert également par l'exercice habituel ou professionnel de toutes activités pouvant être assimilées aux activités énumérées aux articles 6 et 7.

#### Article 6 du Code de commerce

- ..., la qualité de commerçant s'acquiert par l'exercice habituel ou professionnel des activités suivantes :
  - 1. L'achat de meubles corporels ou incorporels en vue de les revendre soit en nature soit après les avoir travaillées et mis en œuvre ou en vue de les louer ;
  - 2. La location de meubles corporels ou incorporels en vue de leur sous-location ;
  - 3. L'achat d'immeubles en vue de les revendre en l'état ou après transformation ;
  - 4. La recherche et l'exploitation des mines et carrières ;
  - 5. L'activité industrielle ou artisanale ;
  - 6. Le transport ;
  - 7. La banque, le crédit et les transactions financières ;
  - 8. Les opérations d'assurances à primes fixes ;
  - 9. Le courtage, la commission et toutes autres opérations d'entremise ;
  - 10. L'exploitation d'entrepôts et de magasins généraux ;
  - 11. L'imprimerie et l'édition quels qu'en soient la forme et le support ;
  - 12. Le bâtiment et les travaux publics ;
  - 13. Les bureaux et agences d'affaires, de voyages, d'information et de publicité ;
  - 14. La fourniture de produits et services ;
  - 15. L'organisation des spectacles publics ;
  - 16. La vente aux enchères publiques ;
  - 17. La distribution d'eau, d'électricité et de gaz ;
  - 18. Les postes et télécommunications.

#### Article 7 du Code de commerce

- La qualité de commerçant s'acquiert également par l'exercice habituel ou professionnel des activités suivantes :

1. Toutes opérations portant sur les navires et les aéronefs et leurs accessoires ;
2. Toutes opérations se rattachant à l'exploitation des navires et aéronefs et au commerce maritime et aérien.

## **2. LA COMMERCIALITE PAR LA FORME**

- Catégorie d'actes réputés objectivement commerciaux par la loi (article 9 du Code de commerce) :
- La lettre de change : est commerciale entre toutes personnes ;
- Le billet à ordre dans certains cas seulement : s'il résulte d'une transaction commerciale ;
- Les différentes sociétés commerciales par leur forme : l'article 1 de la loi n° 17-95 dispose que « la société anonyme est une société commerciale à raison de sa forme et quelque soit son objet » ; l'article 2 de la loi n° 5-ç- prévoit la commercialité par la forme des sociétés en nom collectif, des sociétés en commandite et des sociétés à responsabilité limitée.

## **3. L'ACTE DE COMMERCE PAR ACCESSOIRE ET L'ACTE MIXTE**

- Acte effectué par un commerçant pour les besoins ou à l'occasion de son commerce (article 10 du Code de commerce).

## **C. L'ACCOMPLISSEMENT D'ACTES DE COMMERCE DE MANIERE PERSONNELLE ET INDEPENDANTE**

- Le commerce suppose l'indépendance ;
- Celui qui accomplit des actes de commerce pour le compte d'autrui n'est pas un commerçant ;
- Les salariés liés au commerçant par un contrat, n'ont pas la qualité de commerçant.

### L'accomplissement d'acte de commerce a titre professionnel ou habituel

- Il faut accomplir des actes de commerce à titre de profession ou de manière habituelle :
  - L'habitude : elle suppose la répétition de l'acte ;
  - La profession : accomplissement d'une certaine tâche pour tirer profit.

## **D. LE STATUT JURIDIQUE DU COMMERÇANT**

### **1. LES REGLES JURIDIQUES REGISSANT L'ACCES A LA PROFESSION COMMERCIALE**

- L'accès à la profession commerciale est totalement libre ;
- Il suffit de faire des actes de commerce d'une manière habituelle pour devenir commerçant.

#### **a. Le principe de la liberté du commerce**

- Veut dire que toute personne peut librement installer une entreprise commerciale ou faire du commerce à titre individuel.

#### **b. Les restrictions d'accès à la profession commerciale**

##### Cas d'incompatibilité

- L'impossibilité légale de cumuler entre deux professions ;
- Exemples : les avocats, les fonctionnaires, les médecins.

##### Cas d'interdictions

- Personnes ayant fait l'objet de certaines condamnations ;
- Exemples : abus de confiance, faillite, escroquerie...).

##### Cas des déchéances

- Commerçants qui ne respectent pas les obligations imposées par leur activité ;
- Exemples : le droit bancaire interdit aux anciens condamnés d'exercer la profession bancaire, en cas de banqueroute.

### **2. LES OBLIGATIONS DU COMMERÇANT**

- Le commerçant a deux types d'obligations :
  - L'obligation comptable ;
  - L'inscription au registre du commerce

#### **a. L'obligation comptable**

- Nécessité de la tenue d'une comptabilité ;
- Les livres de commerce servent comme moyen de preuve entre commerçant ;

- Les originaux des correspondances et les copies des correspondances doivent être classés et conservés pendant 10 ans à compter de leur date ;
- Les différents documents comptables obligatoires sont le livre journal, le livre d'inventaire, le bilan, le compte de résultats et enfin le livre copie des lettres ;
- Le commerçant tient une comptabilité conformément aux dispositions de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants.

#### **b. L'inscription au registre du commerce**

- Le Code de commerce laissait les commerçants libres de s'inscrire ou non au registre du commerce.

## **LE FONDS DE COMMERCE**

Le cadre légal du fonds de commerce est déterminé par la loi n° 15-95 formant Code de commerce dans son livre deuxième (articles 79 à 158).

### **NOTION DU FDC**

- Le FDC est un bien meuble constitué par l'ensemble de biens mobiliers affectés à l'exercice d'une ou de plusieurs activités commerciales (article 79) ;
- L'intérêt du FDC réside dans le souhait des commerçants de protéger leur clientèle contre les pratiques des concurrents (concurrence déloyale) ;
- Les créanciers du commerçant voient dans la reconnaissance et la protection du FDC un renforcement de leurs droits ;
- Le FDC constitue le principal bien du commerçant, il occupe une place non négligeable dans le domaine commerciale.

### **LES ELEMENTS DU FDC**

- Les éléments du FDC sont nombreux et diversifiés et qui peuvent varier d'un fonds à un autre ;



- L'article 80 du Code de commerce donne une liste non limitative de ces éléments ;
- Le FDC comprend obligatoirement la clientèle et l'achalandage ;
- Le FDC comprend tout biens nécessaires à l'exploitation du fonds (le nom commercial, l'enseigne, le droit au bail, le mobilier commercial, les marchandises, le matériel et l'outillage, les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique ;
- Les éléments constitutifs du FDC cité par le législateur sont classés en deux grandes catégories.

### **LES ELEMENTS OBLIGATOIRES DU FDC**

- La clientèle et l'achalandage : deux éléments indispensables pour tout fonds de commerce :
  - La clientèle : est l'ensemble des personnes qui s'approvisionnent habituellement chez le commerçant ;
  - La notion d'achalandage : l'emplacement du FDC comme élément primordial pour attirer les chalands.

### **LES ELEMENTS FACULTATIFS OU CHANGEANTS DU FDC**

- Les éléments corporels : matériel et outillage, marchandises (matières premières ou produits finis), mobilier commercial, ... ;
- Les éléments incorporels :
  - Le nom commercial : appellation sous laquelle le commerçant exerce et exploite son activité ;
  - Le droit au bail : droit du locataire, en vertu de son bail sur le local dans lequel il exerce son commerce, d'exiger du propriétaire le renouvellement du contrat.